

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2007/00523]

**4 MAI 2007. — Circulaire GPI 58 concernant l'assistance policière aux victimes dans la police intégrée, structurée à deux niveaux**

A MM. Les Gouverneurs de Province.

A Madame la Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Au Président du Comité permanent de Contrôle sur les services de police

A l'Inspecteur général de la police locale et de la police fédérale

Au Commissaire général de la police fédérale.

A Mmes et MM. les Bourgmestres.

Pour information :

Au Président de la Commission permanente de la police locale.

Au Directeur général de la Direction générale de la Sécurité et de la Prévention.

A Mmes et MM. les Commissaires d'arrondissement.

Madame, M. le Gouverneur,

Mmes et MM. les Bourgmestres,

### 1. Introduction

L'assistance aux victimes est une tâche essentielle des services de police. Depuis 1991, cette mission policière a connu une permanente évolution et a été affinée dans de nombreuses circulaires et textes de loi. La présente circulaire remplace les circulaires OOP15, OOP15bis et OOP15ter.

La récente réforme des services de police ainsi que la migration vers un service de police intégré, structuré à deux niveaux, nous incitent à revoir et à actualiser certains concepts. Le « community policing », greffé sur les besoins et les attentes de la population en est le fil conducteur. Travailler en collaboration avec les différents partenaires externes comme l'aide aux victimes et la Justice est un facteur critique de succès. Divers accords de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté française, la Région wallonne et la Communauté flamande ont, entre-temps, été conclus. Le but est de faciliter les renvois vers et la coopération avec les services en question.

Je demande aux services de police de donner corps à ces accords de coopération sur le terrain et de les concrétiser davantage de manière intégrée. Je me réfère, à cet effet, explicitement à la possibilité de conclure des protocoles de coopération (voir aussi la circulaire ministérielle PLP 27) (1).

### 2. Ratio legis (législation)

Le rôle sociale de la police envers les victimes et leurs proches est défini dans plusieurs lois :

L'article 46 de la Loi sur la Fonction de police (2) se trouve à la base de cette tâche policière : « Les services de police mettent les personnes qui demandent du secours ou de l'assistance en contact avec des services spécialisés ».

L'article 3bis du Titre préliminaire du Code d'instruction criminelle (3) dispose que : « les victimes et leurs proches doivent être traités de façon correcte et consciencieuse, en particulier en leur fournissant l'information nécessaire et en les mettant, s'il échet, en contact avec les services spécialisés et notamment avec les assistants de justice. Les victimes reçoivent notamment les informations utiles sur les modalités de constitution de partie civile et de déclaration de personne lésée ».

Enfin, nous nous référons à la loi de police organique du 7 décembre 1998 (4) organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux. L'article 123 dispose que les fonctionnaires de police contribuent, en tout temps, et en toutes circonstances, à la protection des citoyens et à l'assistance que ces derniers sont en droit d'attendre.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2007/00523]

**4 MEI 2007. — Omzendbrief GPI 58 betreffende politionele slachtofferbejegening in de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus**

Aan de heren Provinciegouverneurs.

Aan Mevr. de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Aan de Voorzitter van het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten

Aan de Inspecteur-generaal van de lokale en van de federale politie

Aan de Commissaris-generaal van de federale politie.

Aan de dames en heren burgemeesters.

Ter informatie :

Aan de Voorzitter van de Vaste Commissie van de Lokale Politie.

Aan de Directeur-generaal van de Algemene Directie Veiligheid en Preventie.

Aan de dames en heren arrondissementscommissarissen.

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Dames en Heren Burgemeesters,

### 1. Inleiding

Slachtofferbejegening is een essentiële taak van de politiediensten. Sinds 1991 is deze politieopdracht gestaag geëvolueerd en nader omschreven geweest in talrijke omzendbrieven en wetteksten. Deze omzendbrief vervangt de omzendbrieven OOP15, OOP15bis en OOP15ter.

De recente hervorming van de politie en de migratie naar een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, zet er ons toe aan bepaalde concepten te herbekijken en te actualiseren. De gemeenschapsgerichte politiezorg, geënt op de behoeften en verwachtingen van de bevolking, is daartoe de leidraad. Samenwerking met diverse externe partners zoals de hulpverlening en Justitie is een kritieke succesfactor. Diverse samenwerkingsakkoorden tussen de Federale Staat en de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest en de Vlaamse Gemeenschap werden ondertussen afgesloten. Bedoeling is om de verwijzingen naar en de samenwerking met betreffende diensten vlot te laten verlopen.

Ik verzoek de politiekorpsen om deze samenwerkingsakkoorden op het terrein gestalte te geven en verder te concretiseren op een geïntegreerde manier. Ik verwijs hierbij uitdrukkelijk naar de mogelijkheid om samenwerkingsprotocollen af te sluiten. (zie ook de Ministeriële omzendbrief PLP 27) (1).

### 2. Ratio legis (Wettelijke opdrachten)

De maatschappelijke rol van politie naar slachtoffers en na(ast)bestaanden wordt in verscheidene wetten omschreven :

Het Artikel 46 van de Wet op het Politieambt (2) ligt aan de basis van deze politietak : « De politiediensten brengen de personen die hulp of bijstand vragen in contact met gespecialiseerde diensten ». Zij verlenen bijstand aan de slachtoffers van misdrijven, inzonderheid door hun de nodige informatie te verstrekken ».

Artikel 3bis van de Voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering stelt (3) dat : « de slachtoffers van misdrijven en hun verwanten op een zorgvuldige en correcte wijze moeten worden bejegend, in het bijzonder door hen de nodige informatie te geven en, in voorkomend geval, het bewerkstelligen van een contact met de gespecialiseerde diensten en met name met de justitieassistenten. Slachtoffers ontvangen met name de nuttige informatie over de nadere regels voor de burgerlijke partijstelling en de verklaring van benadeelde persoon ».

Tenslotte verwijzen we naar de organieke politiewet van 7 december 1998 (4) tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus. In artikel 123 wordt bepaald dat de politieambtenaren te allen tijde en in alle omstandigheden bijdragen tot de bescherming van de medeburgers en tot de bijstand die deze laatsten mogen verwachten.

La police est souvent la première instance officielle en contact avec les victimes et leurs proches. Dans le cadre de ses missions légales et immédiates, la police fournit une première assistance pratique. Cependant, son rôle n'est pas illimité. Elle assure un accueil correct et respectueux, elle fournit de l'information de base et elle renvoie ensuite aux services spécialisés.

Elle est un service de première ligne qui doit nécessairement collaborer avec les autres partenaires pertinents dans cette matière. Elle ne s'occupe pas d'assistance psychosociale ou thérapeutique mais elle renvoie vers les centres agréés par les Communautés et la Région wallonne.

### 3. Champ d'applications et listes de définition explicatives

Pour l'application de cette directive, on entend par :

— Victime (5) :

la personne physique, ainsi que ses proches, qui ont subi un préjudice, y compris une atteinte à l'intégrité physique ou mentale, une souffrance morale ou une perte matérielle, directement causé par des actes ou des omissions qui enfreignent la législation pénale.

— Proches :

ayant droit de la victime (les héritiers légaux) directe ou toute personne ayant un rapport affectif certain avec celle-ci.

— Assistance aux victimes :

l'aide et le service au sens large procurés aux victimes par les différents secteurs (services policiers et judiciaires, secteurs social et médical), qu'ils soient policiers, judiciaires, sociaux ou médicaux.

— Assistance policière aux victimes :

le service procuré aux victimes par la police, au sein de laquelle la première prise en charge et l'accueil de la victime ainsi qu'une bonne information de base de la victime occupent une place centrale.

Ce service comprend également l'accueil et l'assistance des personnes qui ont été impliquées lors d'un accident, d'une catastrophe ou d'un incendie. Dans ces cas, la police opère un renvoi vers les services spécialisés pour poursuivre l'accompagnement.

### 4. Les partenaires pertinents de l'assistance aux victimes et les organes de concertation

Service accueil des victimes : la maison de justice met à disposition du parquet de son arrondissement judiciaire des assistants de justice chargés de l'accueil des victimes. L'assistant de justice peut fournir aux victimes et à ses proches une information spécifique dans un dossier individuel tant au cours de l'enquête judiciaire que lors de l'exécution des peines. Lors des moments difficiles sur le plan émotionnel, l'assistant de justice peut offrir à la victime et à ses proches le soutien nécessaire. Si des personnes de l'entourage de la victime ou des services d'aide aux victimes sont intervenus, l'assistant de justice coordonne et organise ce soutien. Il peut également renvoyer vers des services spécialisés, en particulier vers les services d'aide aux victimes et vers l'aide juridique.

Pour la Région wallonne :

Services d'aide aux victimes : les services agréés d'aide sociale aux justiciables et subventionnés par la Région wallonne et prodiguant de l'aide aux victimes.

Services de santé mentale : structures ambulatoires qui, par une approche pluridisciplinaire et en collaboration avec d'autres services ou personnes concernés par la santé mentale, assurent l'accueil, le diagnostic et le traitement psychiatrique, psychologique et psychosocial des personnes.

Pour la Communauté française :

Equipe SOS-Enfants : le service pluridisciplinaire, agréé par la Communauté française, spécialisé dans le dépistage et la prise en charge des situations de maltraitance d'enfants, qui a pour objet d'apporter une aide appropriée à l'enfant victime ou en situation de risque de maltraitance.

De politie is vaak de eerste officiële instantie waar slachtoffers en na(ast)bestaanden mee kennis maken. Haar rol is echter niet onbeperkt. Binnen haar wettelijke en onmiddellijke opdrachten verleent de politie een eerste en praktische bijstand. Zij staat in voor een correct en respectvol onthaal, verstrekt basisinformatie en verwijst vervolgens naar gespecialiseerde diensten.

Als eerstelijnsdienst is het noodzakelijk dat de politie samenwerkt met de andere relevante partners in de slachtofferzorg. Zij houdt zich niet bezig met psychosociale – of therapeutische hulpverlening, maar verwijst naar de centra die erkend worden door de Gemeenschappen en het Waals Gewest.

### 3. Toepassingsgebied en verklarende begrippenlijst

Voor de toepassing van deze richtlijn wordt verstaan onder :

— Slachtoffer (5)

de natuurlijke persoon alsook zijn na(ast)bestaanden die als direct gevolg van handelen of nalaten in strijd met de wetgeving schade heeft geleden, met inbegrip van een lichamelijk of geestelijk letsel, een psychisch lijden of een economisch verlies.

— Na(ast)besta(a)nden :

de rechthebbende van het slachtoffer (de wettelijke erfgenamen) of elke persoon die een bijzondere affectieve band heeft met het slachtoffer.

— Slachtofferzorg :

de hulp- en dienstverlening in de breedste betekenis, die vanuit de verschillende maatschappelijke sectoren (politie en justitiële diensten, sociale en medische sector) aan slachtoffers wordt geboden.

— Politie slachtofferbejegening :

De dienstverlening aan slachtoffers door de politie waarbij de eerste opvang en het onthaal van het slachtoffer evenals het verstrekken van een goede basisinformatie aan het slachtoffer centraal staan.

In deze slachtofferbejegening wordt ook de opvang en bijstand begrepen van personen die betrokken zijn in een ongeval, een ramp of een brand. De politie verwijst in deze gevallen door naar de gespecialiseerde diensten voor verdere begeleiding.

### 4. Relevante partners in slachtofferzorg en overlegorganen

Dienst slachtofferonthaal : het justitiehuis stelt in elk gerechtelijk arrondissement justitieassistenten slachtofferonthaal ter beschikking van het parket. De justitieassistent kan aan de slachtoffers en de na(ast)bestaanden zowel in de loop van het strafonderzoek als tijdens de strafuitvoering specifieke informatie verstrekken in een individueel dossier. De justitieassistent kan zelf aan het slachtoffer en zijn na(ast)bestaanden op emotioneel moeilijke momenten de nodige bijstand verlenen. Indien personen uit de omgeving van het slachtoffer of hulpverleningsdiensten worden ingeschakeld, coördineert en organiseert de justitieassistent deze bijstand. Hij kan ook verwijzen naar gespecialiseerde diensten, in het bijzonder naar de diensten slachtofferhulp en naar de rechtshulp.

Voor het Waals Gewest :

« Services d'aide aux victimes » : de diensten maatschappelijke hulpverlening aan rechtsonderhorigen, erkend en gesubsidieerd door het Waals Gewest, die hulp verlenen aan slachtoffers.

« Services de santé mentale » : ambulante zorgstructuren die, via een multidisciplinaire aanpak en in samenwerking met andere diensten of personen betrokken in de geestelijke gezondheidszorg, instaan voor de opvang, de diagnose en voor de psychiatische, psychologische of psychosociale behandeling.

Voor de Franse Gemeenschap :

« Equipe SOS-Enfants » : de multidisciplinaire dienst, erkend door de Franse Gemeenschap, gespecialiseerd in het vaststellen en het behandelen van gevallen van kindermishandeling, die als voorwerp heeft een aangepaste hulp te bieden aan het kind als slachtoffer of in geval van gevaar voor mishandeling.

Service de l'aide à la jeunesse : le service visé à l'article 31 du décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, chargé d'apporter, sous la responsabilité du conseiller, une aide spécialisée au jeune.

Pour la Communauté flamande :

« Dienst slachtofferhulp » : l'aide et l'assistance offertes aux victimes par le service reconnu et subsidié par la Communauté flamande et qui fait partie d'un centre pour l'aide sociale générale.

« Opvangcentrum » : un service qui offre une prise en charge résidentielle immédiate aux victimes et qui fait partie d'un centre pour l'aide sociale générale.

« Centrum algemeen welzijnswerk » : un dispositif qui prévoit une unité de gestion et de stratégie offrant une aide et une assistance justifiées et diversifiées à toutes les personnes dont l'intégrité sociale est menacée ou diminuée par des facteurs personnels, relationnels, familiaux et sociaux.

« Vertrouwenscentrum kindermishandelin » : un centre qui fonctionne notamment comme un point de contact pour l'enfance maltraitée, qui garantit une première prise en charge, un diagnostic et le renvoi éventuel vers l'aide adéquate;

Pour la Communauté germanophone :

Nous remarquons cependant que l'aide aux victimes en Communauté germanophone est organisée différemment et qu'il n'existe pas de services ou de centres d'aide aux victimes comparables à ceux existants dans les deux autres Communautés. Cette situation ne remet pas en cause l'obligation pour les services de police d'assister les victimes et de les orienter ensuite vers les services spécialisés. La police et les services spécialisés ont conclu des accords de renvoi (voir titre 6). Une liste des services spécialisés en Communauté germanophone figure en annexe 5.

Les organes de concertation

L'Etat fédéral a conclu des accords de coopération avec la Communauté française, la Région wallonne et la Communauté flamande (6). Ces accords ont notamment pour but de stimuler et de rationaliser la concertation et la collaboration sur le terrain.

Un Conseil d'arrondissement a été créé dans chaque arrondissement judiciaire et vise à soutenir la politique d'assistance aux victimes comme suit :

— concrétiser et implanter les dispositions prises dans l'accord de coopération en vue d'une assistance intégrale aux victimes et ce en tenant compte de la situation spécifique de la région et des besoins de la victime;

— soutenir la collaboration entre les services compétents de l'Etat fédéral et les initiatives reconnues par les entités fédérées, entre autres en proposant et développant les mesures de politique nécessaire;

— rapporter aux autorités compétentes les difficultés qui se posent dans le cadre de la politique en faveur des victimes et proposer de possibles améliorations

Des « équipes psychosociales d'assistance aux victimes » sont également prévues dans chaque arrondissement judiciaire. Leur tâche est notamment d'informer et de faire des recommandations au Conseil d'arrondissement.

J'attends des corps de police qu'ils prennent part à ces organes de concertation et qu'ils y collaborent.

5. Organisation et fonctionnement de la police

En raison de sa fonction de première ligne, la police est un partenaire important dans l'assistance aux victimes. Pour cette raison, il est important que chaque membre du personnel qui entre en contact avec les victimes, dispose des aptitudes professionnelles requises (connaissances requises, aptitudes et attitude) qui ne sont toutefois pas de nature thérapeutique/spécialisée. L'assistance policière aux victimes se distingue de l'aide aux victimes par le contenu, l'intensité et la fréquence des contacts.

Cette directive est d'application au niveau de la police fédérale et au niveau de la police locale. En ce qui concerne la police fédérale, nous songeons en particulier au service judiciaire déconcentré dans chaque arrondissement (la police judiciaire fédérale) et, dans le cadre de leurs missions spécifiques, à la police de la route (WPR), la police des chemins de fer, la police maritime et la police de la navigation, la police aéronautique.

« Service de l'aide à la jeunesse » : de dienst, beoogd in het artikel 31 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 betreffende de hulpverlening aan jongeren, belast met het verlenen van gespecialiseerde jeugdhulp onder de verantwoordelijkheid van een aangestelde adviseur (conseiller d'aide à la jeunesse)

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

Dienst slachtofferhulp : de hulp-en dienstverlening aan slachtoffers, geboden door de dienst die erkend en gesubsidieerd worden door de de Vlaamse Gemeenschap en deel uitmaakt van een centrum algemeen welzijnswerk

Opvangcentrum : een dienst die onmiddellijke residentiële opvang biedt aan slachtoffers en deel uitmaakt van een centrum algemeen welzijnswerk

Centrum algemeen welzijnswerk : een voorziening die vanuit een eenheid van beheer en beleid een gediversifieerde en verantwoorde hulp- en dienstverlening aanbiedt aan alle personen van wie de welzijnskansen bedreigd of verminderd worden ten gevolge van persoonlijke, relationele, gezins- en maatschappelijke factoren.

Vertrouwenscentrum kindermishandeling : een centrum dat onder meer fungeert als meldpunt kindermishandeling, instaat voor de eerste opvang, de diagnose en voor de eventuele doorverwijzing naar de gepaste hulpverlening.

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

We merken echter op dat de slachtofferhulp in de Duitstalige Gemeenschap op een andere manier georganiseerd wordt en dat er geen diensten of centra voor slachtoffers zijn die te vergelijkbaar zijn met deze in de andere gemeenschappen en het Waals Gewest. Deze situatie verandert niets aan de verplichting die de politiediensten hebben om slachtoffers bij te staan en hen door te sturen naar gespecialiseerde diensten. Tussen de politie en de gespecialiseerde diensten werden afspraken gemaakt omtrent de verwijzing (zie punt 6). Als bijlage 5 vindt u een lijst van de gespecialiseerde diensten in de Duitstalige Gemeenschap.

Overlegorganen :

De Federale Staat sloot samenwerkingsakkoorden (6) met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest en met de Vlaamse Gemeenschap. Deze hebben onder andere tot doel het overleg en de samenwerking op het terrein te stimuleren en te stroomlijnen.

In elk gerechtelijk arrondissement werd een arrondissementele raad voor slachtofferbeleid opgericht met als doel het slachtofferbeleid te ondersteunen door :

— de in het samenwerkingsakkoord gemaakte afspraken te concretiseren en te implementeren in functie van een integrale slachtofferzorg, rekening houdend met de specifieke situatie van de regio en de noden van de slachtoffers;

— de samenwerking tussen de bevoegde diensten van de Staat en de erkende initiatieven van Gemeenschap of Gewest te ondersteunen en op te volgen, onder meer door de nodige beleidsmaatregelen voor te stellen en uit te werken;

— moeilijkheden die zich voordoen inzake het slachtofferbeleid te rapporteren aan de bevoegde overheden en mogelijke verbeteringen voor te stellen.

Er worden eveneens « welzijnsteams slachtofferzorg » voorzien in elk gerechtelijk arrondissement. Zij hebben als taak o.a. de arrondissementele raad voor het slachtofferbeleid te informeren en te adviseren.

Ik verzoek de politiekorpsen om deel te nemen aan deze overlegorganen en hun medewerking te verlenen.

5. Organisatie en werking van de politie

Omwille van haar eerstelijnsfunctie is de politie een belangrijke partner in de slachtofferzorg. Het is daarom belangrijk dat elk personeelslid dat in contact komt met slachtoffers beschikt over de nodige beroepsbekwaamheden (noodzakelijke kennis, vaardigheden en attitude) die evenwel niet van therapeutische/gespecialiseerde aard zijn. Politieonle slachtofferbejegening onderscheidt zich van slachtofferhulp door de inhoud, intensiteit en frequentie van contacten.

Deze richtlijn is van toepassing op zowel de federale als op de lokale politie. Voor de federale politie denken we hierbij in het bijzonder aan de gedeconcentreerde gerechtelijke dienst in elk arrondissement (federale gerechtelijke politie) en, binnen hun specifieke opdrachten, de wegpollitie (WPR), de spoorwegpolitie, de politie der zeevaart en de politie der scheepvaart, de luchtvaartpolitie.

La réalisation de l'assistance aux victimes au sein du corps de police exige un certain nombre de compétences et tâches à tous les niveaux dans l'organisation :

- au niveau du chef de corps et de la direction du corps;
- au niveau du fonctionnaire de police;
- au niveau du service d'assistance policière aux victimes.

#### 5.1. Au niveau de la direction du corps :

Les corps de la police locale ainsi que les unités opérationnelles de la police fédérale sont priées de développer une politique en matière d'assistance aux victimes, y compris les aspects suivants :

L'élaboration active de liens de collaboration avec les autres acteurs en matière d'assistance aux victimes, constitue le « fil rouge » à travers la politique. A cette fin, les accords de coopération respectifs dans chaque arrondissement judiciaire prévoient la création d'un Conseil d'arrondissement pour l'assistance aux victimes. Ce Conseil a pour mission de définir et de coordonner la politique intégrale en faveur des victimes, compte tenu des besoins et nécessités spécifiques régionales. Le chef de corps ou le responsable de la politique en faveur des victimes représente le corps de police au sein de la concertation avec les autres acteurs de l'assistance aux victimes. Au sein de chaque conseil d'arrondissement, le directeur-coordonateur administratif représente la police fédérale.

Les autres aspects sont les suivants :

- l'encouragement des aptitudes professionnelles du personnel moyennant la sensibilisation, la formation (interne) et la diffusion de l'information requise afin de pouvoir orienter les victimes de manière adéquate;
- l'organisation d'un système d'assistance spécialisée en cas de situations de crise émotionnelles ou en cas de victimisations graves;
- l'organisation de l'accueil interne (débriefings) et le suivi du personnel confronté à des situations sérieuses;
- mettre les moyens techniques et organisationnels nécessaires à la disposition de leur personnel (moyens de communication et de transport, locaux adaptés permettant d'accueillir les victimes avec discrétion).

Le chef de corps est compétent pour le développement de pareille politique d'assistance aux victimes. Le chef de corps désignera un responsable en vue de l'appui de la politique d'assistance aux victimes. Ce membre du personnel est compétent pour :

- l'évaluation de l'exécution et de la formulation de propositions d'amélioration;
- le cas échéant, représenter le corps dans la concertation politique avec les autres acteurs et organisations afin d'assurer l'exécution des accords de coopération d'assistance aux victimes.

#### 5.2. Au niveau du fonctionnaire de police

Le fonctionnaire de police fournit une assistance aux victimes avec une attention particulière à l'accueil, l'assistance pratique, l'information, la rédaction du procès-verbal et l'orientation.

##### 5.2.1. Accueil :

Cet accueil est caractérisé par une volonté d'écoute, ce qui implique une écoute active et un comportement compréhensif et patient :

- en évitant à la victime les délais d'attente trop longs;
- en s'adressant à la victime dans un langage poli et adapté à la situation;
- sans adopter une attitude distante ou routinière;
- sans minimiser les faits;
- en évitant d'envoyer la victime d'un verbalisant à l'autre;
- en évitant de faire naître un sentiment de culpabilité chez la victime.

Tous les actes juridiques doivent être accomplis. Les souhaits de la victime seront pris en compte au maximum.

Het realiseren van slachtofferbejegening in het politiekorps vergt een aantal bevoegdheden en taken op alle niveaus in de organisatie :

- op het niveau van de korpschef en van de korpsleiding;
- op het niveau van de politieambtenaar;
- op het niveau van de dienst politionele slachtofferbejegening.

#### 5.1. Op het niveau van de korpsleiding :

De korpsen van de lokale politie alsmede de operationele eenheden van de federale politie worden verzocht een beleid te ontwikkelen inzake slachtofferbejegening met inbegrip van volgende aspecten :

Het actief uitbouwen van samenwerkingsverbanden met de andere actoren in de slachtofferzorg vormt de « rode draad » doorheen het beleid. Teneinde dit mogelijk te maken voorzien de respectievelijke samenwerkingsakkoorden in elk gerechtelijk arrondissement de oprichting van een arrondissementele raad voor slachtofferbeleid. In het overleg met de andere actoren van slachtofferzorg (zoals de arrondissementele raad slachtofferbeleid) vertegenwoordigt de korpschef of de verantwoordelijke slachtofferbeleid het korps. In de arrondissementele raad slachtofferbeleid wordt de federale politie vertegenwoordigd door de Directeur-coördinator.

Andere aspecten zijn de volgende :

- het bevorderen van de beroepsbekwaamheden van het personeel door middel van sensibilisering, (interne) opleiding en het verspreiden van de nodige informatie om slachtoffers deskundig te kunnen verwijzen;
- het organiseren van een systeem voor gespecialiseerde bijstand in geval van emotionele crisissituaties of bij zeer ernstig slachtofferschap;
- het organiseren van de interne opvang (debriefings) en nazorg van het personeel dat geconfronteerd werd met ernstige misdrijven;
- het ter beschikking stellen van alle nodige technische- en organisatorische middelen van het personeel (communicatie- en transportmiddelen, aangepaste lokalen waar de slachtoffers met de nodige privacy ontvangen kunnen worden).

De korpschef is bevoegd voor het ontwikkelen van dergelijk slachtofferbeleid en stelt ter ondersteuning een verantwoordelijke slachtofferbeleid aan. Dit personeelslid is bevoegd voor :

- het evalueren van de uitvoering en het formuleren van voorstellen ter verbetering;
- desgevallend het korps te vertegenwoordigen in het beleidsoverleg met de andere actoren en organisaties teneinde de uitvoering van de samenwerkingsakkoorden slachtofferzorg te verzekeren.

#### 5.2. Op het niveau van de politieambtenaar :

De politieambtenaar verleent bijstand aan slachtoffers waarin bijzondere aandacht uitgaat naar de opvang, praktische bijstand, informatieverstrekking, het opstellen van proces-verbaal en de verwijzing.

##### 5.2.1. Opvang :

Deze opvang wordt gekenmerkt door luisterbereidheid. Dit impliceert een actief luisteren, een begrijpende houding en een geduldige houding :

- er mogen geen te lange wachttijden zijn;
- respectvol omgaan met slachtoffers en aangepast taalgebruik;
- het slachtoffer niet op een afstandelijke of routinematige wijze behandelen;
- de feiten niet minimaliseren;
- vermijden dat het slachtoffer van de ene verbalisant wordt doorgestuurd naar de andere;
- vermijden dat er een schuldgevoel opgewekt wordt bij het slachtoffer.

Alle wettelijke daden dienen gesteld te worden. Binnen deze grenzen zal maximaal rekening gehouden worden met de wensen van het slachtoffer.

Le fonctionnaire de police doit expliquer à la victime pourquoi certaines questions sont posées.

Dans tous les cas, la discrétion nécessaire doit être respectée au cours des différents actes d'enquête (à l'égard de tiers, de la presse, etc...).

L'annonce d'une mauvaise nouvelle exige une approche préparée et réfléchie. Le fonctionnaire de police doit être particulièrement attentif à certaines formes de victimisation. L'assistance des femmes et enfants mineurs, victimes de violences physiques ou sexuelles nécessite une approche spécifique (voir également la circulaire commune de la Ministre de la Justice et du Collège des Procureurs généraux relative à la politique criminelle en matière de violence dans le couple (7)).

Toute victime doit être accueillie, dans la mesure du possible, dans un local séparé à l'abri des regards indiscrets et avec suffisamment d'intimité et de discrétion. Cela est particulièrement d'application pour les victimes de violences physiques et sexuelles. Le personnel d'accueil y prête une attention particulière.

#### 5.2.2. l'Assistance pratique

Le fonctionnaire de police doit en priorité s'assurer qu'une intervention médicale immédiate soit fournie en cas de nécessité (service médical d'urgence ou médecin traitant).

L'assistance pratique dans les moments de crise est essentielle et consiste souvent en des choses simples (contacter un proche, assurer un transport,...). Cette assistance n'a pas seulement un intérêt direct pour la victime mais a également une signification psychologique pour elle.

La victime doit avoir la possibilité de téléphoner et d'avertir sa famille ou ses proches. Si cela est nécessaire, le fonctionnaire de police s'en charge lui-même.

Le fonctionnaire de police vérifie si la victime dispose d'un logement. Si la victime ne veut pas rester plus longtemps dans son logement, pour des raisons de sécurité ou de peur, le fonctionnaire de police prend des dispositions pour mettre la victime en contact avec un refuge ou une maison d'accueil.

En cas de décès, il est indispensable d'avertir immédiatement les proches et de s'efforcer de les assister lors des premiers moments difficiles. Les proches auront l'occasion de faire leurs adieux d'une manière digne (voir également la directive du 16 septembre 1998 du Ministre de la Justice (8)).

L'accueil et l'assistance des proches de personnes disparues ainsi que de la personne signalant la disparition doit également s'effectuer de manière professionnelle (voir également la directive du 22 juillet 1997 du Ministre de la Justice concernant la recherche des personnes disparues).

#### 5.2.3. La diffusion d'informations et orientation

L'article 3bis du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle prévoit que les victimes d'infractions et leurs proches doivent être traités de façon correcte et consciencieuse, en particulier en leur fournissant l'information nécessaire. Le fonctionnaire de police fournira donc une information de base à chaque victime pour que celle-ci puisse suivre son dossier.

Il s'agit au moins des éléments suivants :

- du service de police qui rédige le procès-verbal. Les éléments suivants doivent être automatiquement communiqués à la victime :

- coordonnées du service de police;
- nom et grade du fonctionnaire de police traitant le dossier;
- numéro et date du procès-verbal;
- attestation de dépôt de plainte;

- de la possibilité de faire la déclaration en qualité de personne lésée prévue à l'article 5bis du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle. Cette déclaration est reçue au secrétariat du ministère public. La procédure 'enregistrement de la personne lésée' doit être commentée d'une manière claire et compréhensible sur l'attestation de dépôt de plainte;

- l'offre de renvoi vers les instances d'aide suivant les modalités mentionnées au point 6;

De politieambtenaar dient aan het slachtoffer uit te leggen waarom bepaalde vragen gesteld worden.

In ieder geval zal tijdens de verschillende onderzoeken de nodige discretie in acht genomen worden (t.o.v. derden, pers e.a.)

De melding van slecht nieuws eist een voorbereide en doordachte benadering. De politieambtenaar moet in het bijzonder aandachtig zijn voor zekere vormen van slachtofferschap. De bejegening van vrouwen en kinderen die het slachtoffer zijn van fysiek of seksueel geweld, vraagt een speciale benadering (zie ook de gemeenschappelijke omzendbrief van de Minister van Justitie en het College van Procureurs-generaal betreffende het strafrechtelijk beleid inzake partnergeweld (7)).

Elk slachtoffer dient, in de mate van het mogelijke, ontvangen te worden in een apart lokaal, beschut tegen nieuwsgierige blikken, met voldoende intimité en discretie. Dit is in het bijzonder van toepassing voor de slachtoffers van fysiek of seksueel geweld. Het onthaalpersoneel besteedt hier bijzondere aandacht aan.

#### 5.2.2. Praktische bijstand

De politieambtenaar moet er eerst en vooral voor zorgen dat medische bijstand gegeven wordt waar nodig (spoedopname of huisarts).

In crisissituaties is praktische bijstand prioritair. Bij deze praktische bijstand gaat het vaak om eenvoudige dingen (een verwante verwittigen, zorgen voor vervoer,...). Deze bijstand heeft niet enkel een direct belang voor het slachtoffer, maar heeft ook een psychologische betekenis.

Het slachtoffer moet de mogelijkheid hebben te telefoneren en zijn familie of verwanten te verwittigen. Indien nodig zal de politieambtenaar dit zelf doen.

De politieambtenaar gaat na of het slachtoffer een verblijfplaats heeft. Indien het slachtoffer uit angst of uit veiligheidsoverwegingen niet langer in zijn verblijfplaats wenst te blijven, zal de politieambtenaar het nodige doen om het slachtoffer in contact te brengen met een vluchthuis of een opvangcentrum.

Bij een overlijden is het noodzakelijk de nabestaanden onmiddellijk te verwittigen en te begeleiden in de eerste moeilijke momenten. De nabestaanden zullen de kans krijgen waardig afscheid te nemen (zie ook de richtlijn van de minister van Justitie (8)).

De opvang en de bejegening van de verwanten van een vermiste persoon alsook van de persoon die de verdwijning meldt, dient op een professionele manier te verlopen (zie ook de richtlijn 20 februari 2002 van de Minister van Justitie betreffende de opsporing van vermiste personen).

#### 5.2.3. Informatieverstrekking en verwijzing

Artikel 3bis van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering stelt dat slachtoffers van misdrijven en hun verwanten op een correcte en begripvolle manier opgevangen moeten worden, in het bijzonder door hen de nodige informatie te geven. De politieambtenaar zal daarbij basisinformatie verstrekken aan elk slachtoffer zodat deze zijn dossier verder kan opvolgen.

Het gaat daarbij om volgende essentiële elementen :

- de politiedienst die het proces-verbaal opstelt. Volgende elementen moeten automatisch aan het slachtoffer meegedeeld worden :

- gegevens van de politiedienst;
- naam en graad van de behandelende politieambtenaar;
- nummer en datum van het proces-verbaal;
- attest van klachtneerlegging

- de mogelijkheid om een verklaring af te leggen in de hoedanigheid van benadeelde persoon, zoals voorzien in artikel 5bis van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering. Deze verklaring wordt afgelegd op het secretariaat van het openbaar ministerie. De procedure 'registratie van benadeelde persoon' dient op een duidelijke en verstaanbare manier toegelicht te worden op het attest van klachtneerlegging.

- het aanbod tot verwijzing naar de hulpverleningsdiensten volgens de vormvoorschriften vermeld in punt 6;

- la possibilité de constitution de partie civile.

En fonction des nécessités du dossier le fonctionnaire de police dispense de l'information sur :

- des actes d'enquête présents et futurs (dans le respect des règles du secret professionnel et des règles de la vie privée);
- de la procédure judiciaire en général (le cheminement du dossier);
- des différentes formes d'aide judiciaire (à savoir l'aide de première ligne et l'assistance de deuxième ligne fournie par les Barreaux respectifs des Avocats);
- des procédures administratives, telles que le renouvellement de documents officiels (carte d'identité, permis de conduire,...);
- des déclarations auprès des établissements financiers de la perte ou du vol de chèques et de cartes de banque;
- du conseil préventif. Ceci peut entrer dans le cadre d'une reprise de contact par le service de prévention de la police afin d'éviter une répétition des faits. Les différentes brochures du ministère de l'Intérieur peuvent être utilisées (voir listes en annexe 7);
- des possibilités de récupération de biens confisqués ou volés.

Considérant la situation dans laquelle une victime peut se trouver, il est parfois difficile de lui fournir immédiatement ces informations. La délivrance d'informations peut donc avoir lieu, non seulement au moment de la plainte ou du constat, mais également au moment de la reprise de contact par le fonctionnaire de police ou par le service d'assistance policière aux victimes.

En fonction de la situation dans laquelle la victime se trouve, il est parfois difficile de lui offrir cette information immédiatement. En cas d'événements choquants ou traumatisants surtout, il est conseillé de fournir l'information lors de la reprise de contact, après la déclaration ou le dépôt de plainte, et ce, via le rédacteur du procès-verbal, l'agent de quartier ou le service d'assistance policière aux victimes.

#### 5.2.4. La rédaction du procès-verbal

Ceci implique que :

- Le procès-verbal doit clairement mentionner l'identité des victimes;
- Afin de pouvoir déterminer le préjudice de manière exacte, le procès-verbal indique le maximum d'informations précises relatives aux dommages *subis*. Des indications sur le plan des conséquences sociales et émotionnelles seront également mentionnées;
- Le procès-verbal indique l'offre d'orientation de la victime vers les instances d'aide selon la procédure décrite au point 6;
- Si la victime a déjà pris une décision quant à son intention de se constituer partie civile ou de faire une déclaration en qualité de personne lésée, le procès-verbal mentionne cette décision;
- Le souhait de la victime d'être plus amplement informée doit également être repris;
- Il y a lieu d'informer toute personne interrogée de son droit de demander une copie gratuite du procès-verbal (art. 28quinquies, § 2 et art. 57, § 2 du Code d'instruction criminelle);
- Lors de l'audition des victimes, les services de police appliquent les règles prévues aux articles 47bis et 70bis du Code d'instruction criminelle, conformément aux directives du procureur du Roi;
- Lorsque les services de police interviennent dans le cadre d'un décès suspect, il y a lieu de mentionner clairement, dans le procès-verbal, les coordonnées des personnes ayant été informées du décès et, s'il y a lieu, de préciser les effets personnels saisis.

#### 5.2.5. La reprise de contact avec la victime

La reprise de contact quelque temps après les faits peut être utile pour la victime mais aussi pour le service de police.

Comme cela a déjà été souligné, le fonctionnaire de police peut, à cette occasion, compléter les informations remises à la victime et tâcher de répondre à ses questions éventuelles. Un avis préventif peut également être communiqué.

- de mogelijkheden om zich burgerlijke partij te stellen.

In functie van de noodwendigheden van het dossier verstrekt de politieambtenaar informatie over :

- de huidige en de toekomstige onderzoeksverrichtingen (voorzover het beroepsgeheim en de regels van de persoonlijke levenssfeer dit toelaten);
- de gerechtelijk procedure (de weg van het dossier) in het algemeen;
- de verschillende vormen van rechtshulp (met name de eerstelijnsrechtshulp en de tweedelijnsrechtsbijstand verstrekt door de respectievelijke Balies van Advocaten);
- de administratieve regelingen, zoals het vernieuwen van officiële documenten (identiteitskaart, rijbewijs,...);
- de aangifte van verlies of diefstal van bankkaarten en cheques bij de financiële instellingen;
- het preventief advies. Dit kan passen in het kader van de hercontactname, teneinde de herhaling van de feiten te voorkomen. In dit kader kan gebruik gemaakt worden van de verschillende brochures van het ministerie van Binnenlandse Zaken (zie lijst als bijlage 7);
- de mogelijkheden tot het terugkrijgen van in beslag genomen of gestolen goederen.

Gezien de toestand waarin het slachtoffer zich kan bevinden, is het soms moeilijk hem/haar deze informatie onmiddellijk aan te bieden. Zeker bij schokkende of traumatische gebeurtenissen is het aanbevolen om het verstrekken van informatie na de aangifte of klachtneerlegging te laten gebeuren door de opsteller van het proces-verbaal, de wijkagent of de dienst politie slachtofferbejegening bij een hercontact.

(...)

#### 5.2.4. Het opstellen van het proces-verbaal

Dit houdt het volgende in :

- Het proces-verbaal moet duidelijk de identiteit van de slachtoffers weergeven;
- Om de geleden schade op exacte manier vast te stellen, zal het proces-verbaal een maximum aan precieze gegevens over de schade bevatten. Ook aangaande sociale en emotionele gevolgen worden gegevens opgenomen;
- In overeenstemming met de in punt 6 beschreven procedure, wordt in het proces-verbaal het aanbod van verwijzing van het slachtoffer naar de hulpverleningsdiensten opgenomen;
- Indien het slachtoffer reeds de beslissing nam om zich burgerlijke partij te stellen of de hoedanigheid van benadeelde persoon op zich te nemen, wordt deze beslissing vermeld in het proces-verbaal;
- De wens van het slachtoffer om verder geïnformeerd te worden, moet ook opgenomen worden;
- Aan elke persoon die verhoord wordt, moet meegedeeld worden dat hij het recht heeft een kosteloze kopie van het proces-verbaal te vragen (art. 28quinquies, § 2 en art. 57, § 2 van het Wetboek van Strafvordering);
- Tijdens het verhoor van de slachtoffers zal de politie de regels voorzien in de artikelen 47bis en 70bis van het Wetboek van Strafvordering toepassen volgens de richtlijnen van de procureur des Konings;
- Ingeval van tussenkomst bij een verdacht overlijden dient de politie in het proces-verbaal duidelijk te vermelden wie verwittigd werd van het overlijden en desgevallend welke persoonlijke goederen werden inbeslaggenomen.

#### 5.2.5. Het hercontacteren van het slachtoffer

Het hercontacteren enige tijd na de feiten kan nuttig zijn voor het slachtoffer, maar ook voor de politiedienst.

Zoals reeds benadrukt kan de politieambtenaar bij die gelegenheid de informatiegegevens die verstrekt zijn aan het slachtoffer, aanvullen en proberen de eventuele resterende vragen van het slachtoffer te beantwoorden. Er kan eveneens een preventief advies verstrekt worden.

Dans les limites du secret professionnel, le fonctionnaire de police peut fournir à la victime des informations sur l'état d'avancement du dossier ou l'informer sur la manière de prendre contact avec le parquet du tribunal de première instance, notamment grâce aux assistants de justice du service d'accueil des victimes (voir liste en annexe 6).

Lors de la reprise de contact, le fonctionnaire de police peut recevoir de la victime des informations complémentaires (et peut être importantes) pour le dossier judiciaire. La victime peut en effet se rappeler certains détails ou communiquer des informations provenant de son voisinage.

Une nouvelle proposition d'orientation vers le « service d'aide aux victimes » peut également être faite lors de la reprise de contact.

### 5.3. Au niveau du service d'assistance policière aux victimes

Dans la police fédérale ou locale, les services d'assistance policière aux victimes s'occupent d'une part de la sensibilisation et de la formation continuée de membres du personnel dans le domaine de l'assistance policière aux victimes et d'autre part, de l'offre de cette assistance policière spécialisée aux victimes, sans pour autant porter préjudice aux obligations légales de chaque membre du personnel individuel en matière d'assistance aux victimes.

Le service d'assistance policière aux victimes est composé d'un ou de plusieurs collaborateur(s) spécialisé(s) qui assistent les membres du personnel et les conseillent dans le domaine de leurs missions. Ce service offre donc un soutien au personnel policier mais ne se substitue pas au travail du policier.

Chaque fonctionnaire de police doit être à même d'offrir un soutien correct et efficace aux victimes. Un collaborateur spécialisé est un membre du personnel possédant des aptitudes professionnelles particulières en matière de sensibilisation ou de formation continuée dans le domaine de l'assistance policière aux victimes.

#### Organisation au sein de la police locale

L'arrêté royal du 17 septembre 2001 déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale définit l'assistance aux victimes comme étant une des six fonctionnalités de base : « Si la police locale est confrontée à une victimisation grave, elle peut faire appel à un collaborateur, membre des services de police, spécialisé dans l'assistance aux victimes. »... « Un collaborateur spécialisé par zone vaut en tant que norme minimale de fonctionnement et d'organisation. En outre, un tel collaborateur est contactable et rappelable en permanence, éventuellement en coopération avec d'autres zones » (9).

La circulaire ministérielle PLP10 (10) concernant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à garantir un service minimum équivalent à la population y ajoute : « Cette tâche peut être intégralement confiée à un assistant de police (11) (ou à un membre du personnel civil possédant un diplôme adéquat ». D'autres membres du personnel ayant acquis ces aptitudes professionnelles par l'expérience et par affinité entrent également en considération.

#### Organisation au sein de la police fédérale

La police fédérale dispose d'assistants sociaux au niveau des arrondissements judiciaires. Ces assistants sociaux relèvent, au niveau de l'organisation, des services du Dirco. Ils travaillent au service des directions de la police fédérale dont le personnel est en contact direct avec les victimes.

Subsidiairement et pour autant que la charge de travail le permette, le collaborateur spécialisé de la police fédérale (assistants sociaux) peut fournir un appui ponctuel aux zones de police. Il ou elle peut, notamment, participer à un tour de rôle pouvant être mis en place entre et avec les zones de police. Cette participation ne peut toutefois avoir lieu qu'après avoir épuisé les possibilités au niveau local, à savoir les propres moyens de la zone et la coopération interzonale.

Un service d'assistance policière aux victimes possède les compétences suivantes :

- exercer la politique définie dans le corps de police ainsi que collaborer et fournir des informations importantes sur l'évaluation de la politique;

Binnen de perken van het beroepsgeheim kan de politieambtenaar informatie verstrekken aan het slachtoffer over de stand van zaken van het dossier of kan hij hem inlichten over hoe hij contact moet opnemen met het parket van de rechtbank van eerste aanleg, met name via de justitieassistenten van de dienst slachtofferonthaal (zie lijst als bijlage 6).

Tijdens de hercontactname kan de politieambtenaar van het slachtoffer bijkomende (en misschien belangrijke) informatie voor het gerechtelijke dossier krijgen. Het slachtoffer kan zich mogelijk bepaalde details herinneren of informatie meedelen van zijn omgeving.

Bij het hercontacteren kan er een nieuw voorstel tot verwijzing naar de « dienst voor slachtofferhulp » gedaan worden.

### 5.3. Op het niveau van de dienst politionele slachtofferbejegening :

In de lokale of federale politie staan de diensten politionele slachtofferbejegening in voor de sensibilisering en permanente vorming van personeelsleden inzake politionele slachtofferbejegening en anderzijds voor het bieden van deze gespecialiseerde slachtofferbejegening, zonder evenwel afbreuk te doen aan de wettelijke verplichtingen inzake slachtofferbejegening van elke individueel personeelslid.

De dienst slachtofferbejegening bestaat uit één of meerdere gespecialiseerde medewerker(s) (9) die de personeelsleden bij staan en hen adviseren in hun opdrachten. Deze dienst ondersteunt dus het politiepersoneel maar neemt de taak van elke personeelslid niet over.

Elk personeelslid moet in staat zijn een correcte en efficiënte dienstverlening aan te bieden aan slachtoffers. Een gespecialiseerd medewerker is een personeelslid dat bijzondere beroepsbekwaamheden bezit of opbouwt inzake de sensibilisering of de voortgezette opleiding inzake politionele slachtofferbejegening.

#### Organisatie bij de lokale politie

Het koninklijk besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie definieert slachtofferbejegening als één van de zes functies : « Ingeval de lokale politie geconfronteerd wordt met zeer ernstig slachtofferschap mag moet ze een beroep kunnen doen op een gespecialiseerd medewerker, personeelslid van de politiediensten, inzake slachtofferbejegening. » ..... « Als minimale werkings- en organisatienorm voor deze functie geldt : één gespecialiseerde medewerker per zone. Bovendien wordt de permanente bereikbaarheid en terugroepbaarheid van dergelijke medewerker verzekerd, eventueel in samenwerking met andere zones ».

De Ministeriële omzendbrief PLP10 (10) inzake de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie voegt hierbij aan toe : « Deze taak kan integraal toevertrouwd worden aan een politieassistent (11) of aan burgerpersoneel met een relevant diploma ». Andere personeelsleden, die door de ervaring en affiniteit deze beroepsbekwaamheden hebben opgebouwd, komen hiervoor ook in aanmerking.

#### Organisatie bij de federale politie

De federale politie beschikt over maatschappelijke assistenten op het niveau van de gerechtelijke arrondissementen. Deze maatschappelijke assistenten hangen organisatorisch af van de diensten van de Dirco. Zij werken ten voordele van de directies van de federale politie waarvan het personeel rechtstreeks contact heeft met slachtoffers.

Subsidiair en voorzover de werklust het toelaat, kan de gespecialiseerde medewerker van de federale politie (maatschappelijke assistenten) een punctuele steun leveren aan de politiezones. Hij of zij kan, onder meer, deelnemen aan een beurtrol die kan ingericht worden tussen en met de politiezones. Deze deelneming kan echter alleen maar plaatsvinden na de mogelijkheden op het lokale niveau uitgeput te hebben; namelijk de eigen middelen van de zone en de interzonale samenwerking.

Een dienst politionele slachtofferbejegening heeft de volgende bevoegdheden :

- het uitvoeren van het beleid bepaald in het korps alsook het meewerken en aanleveren van relevante informatie voor de evaluatie van het beleid;

- la sensibilisation et la formation du personnel.

La tâche principale de ce service consiste à sensibiliser tous les membres du corps, ainsi qu'à assurer la formation interne en matière d'assistance policière aux victimes. Le cas échéant, on peut également faire appel à l'offre de formation externe, telle que les formations continuées, les formations barémiques,...

- communiquer les informations requises au sujet de l'assistance policière aux victimes, tant aux officiers dirigeants qu'aux membres du corps de police;

- fournir une assistance spécialisée.

Le principe selon lequel tout fonctionnaire de police offre lui-même un accueil et un soutien aux victimes est d'application ! (art. 46 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police).

L'intervention de ce service est justifiée lorsque le fonctionnaire de police ne peut assister la victime à lui seul et de façon optimale, (par exemple dans des situations de crise émotionnelle ou de victimisations très graves). Le service d'assistance policière aux victimes doit alors orienter les victimes qui ont besoin d'une aide psychosociale vers les « services d'aide aux victimes » agréés par les Communautés et la Région wallonne.

L'expérience d'un certain nombre de corps de police locaux apprend également que les membres du personnel opérationnels peuvent, après une formation supplémentaire et spécifique, être mobilisés dans un système d'accessibilité permanente pour fournir une assistance dans des situations de crise émotionnelle ou de victimisations très graves. Ces membres du personnel fournissent cette assistance sur une base occasionnelle, partielle suivant les besoins réels et sans porter préjudice à la fonction qui leur est attribuée dans le corps.

En raison de sa spécialisation, le service d'assistance policière aux victimes peut être chargé de reprendre contact avec la victime. Le service d'assistance policière peut se rendre compte des conséquences de l'infraction pour la victime, et orienter celle-ci vers le « service d'aide aux victimes »;

- le contact avec les instances d'aide.

Dans le but d'informer le corps de police, le service d'assistance policière aux victimes établit des contacts et une collaboration active avec les instances d'aide figurant dans la procédure décrite au point 6. Le service rassemble les informations et les coordonnées nécessaires telles que les adresses, numéros de téléphone, personnes de contact et heures d'ouvertures. Il est nécessaire d'inventorier régulièrement ces données et de les mettre à la disposition des fonctionnaires de police.

- la participation aux structures de concertation.

Un représentant d'un service d'assistance policière aux victimes participe à « l'équipe psychosociale d'assistance aux victimes ». Cette équipe s'occupe de fournir des avis et des informations au Conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes en vue de l'exercice de sa mission et de la distribution des tâches et de la collaboration entre tous les services et les personnes contribuant au service des victimes dans le champ de travail de l'équipe psychosociale (annexe).

Un représentant d'un service d'assistance policière aux victimes peut également assister les représentants des services de police au Conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes (art. 11 et 12 de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Communauté flamande, article 13 et 14 de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne).

#### 6. Orientation vers des instances d'aide reconnues

Etant donné que les victimes cherchent rarement de l'aide spontanément et immédiatement après les faits, celles-ci doivent pouvoir entrer en contact avec les instances d'aide reconnues dans les meilleures conditions. Un cadre général d'orientation des victimes est donc fixé par les accords de coopération en matière d'assistance aux victimes.

##### 6.1. Information systématique.

Le fonctionnaire de police informe toute victime de l'existence des « services d'aide aux victimes » agréés par les Communautés ou la Région wallonne. Il informe la victime des missions de ces services et lui communique leurs coordonnées (adresse et numéro de téléphone) (voir les listes en annexe 2 et 3). Il peut, à cet effet, faire usage de brochures de ces instances reconnues.

##### 6.2. Formulaire de renvoi.

Le fonctionnaire de police propose systématiquement aux victimes de certaines catégories d'infractions un formulaire de renvoi vers un « service d'aide aux victimes » agréé par les Communautés ou la Région wallonne. Pour la Communauté française, il s'agit des victimes d'actes de violence ainsi que celles ayant été confrontées à l'auteur d'une infraction. Pour la Communauté flamande, il s'agit des victimes qui ont vu l'auteur ou dont le domicile a été cambriolé.

- het sensibiliseren en opleiden van het personeel.

De hoofdtaak van deze dienst bestaat er in alle leden van het korps te sensibiliseren, evenals de interne opleiding inzake politionele slachtofferbejegening te verzekeren. Desgevallend kan ook beroep gedaan worden op het externe opleidingsaanbod zoals de specifieke voortgezette opleidingen, baremische opleidingen,

- het meedelen van de noodzakelijke informatie aangaande slachtofferbejegening aan zowel de leidinggevende officieren als aan de leden van het politiekorps;

- het verlenen van gespecialiseerde bijstand;

Het principe dat elke politieambtenaar zelf bij het eerste contact een efficiënte en effectieve bijstand aan slachtoffers biedt, is van toepassing ! (art. 46 van de Wet van 5 augustus 1992 op het politieambt).

De tussenkomst van deze dienst is verantwoord wanneer de politieambtenaar het slachtoffer niet alleen of niet op een optimale wijze kan bijstaan (bv. bij emotionele crisissituaties of bij zeer ernstig slachtofferschap). De dienst politionele slachtofferbejegening moet op dat ogenblik de slachtoffers die nood hebben aan psychosociale hulp, verwijzen naar de « diensten voor slachtofferhulp » die erkend zijn door de Gemeenschappen en het Waals Gewest.

De ervaring van een aantal lokale politiekorpsen leert dat ook operationele personeelsleden, na bijkomende en specifieke opleiding, ingezet kunnen worden in een systeem van permanente bereikbaarheid voor de verlening van bijstand in emotionele crisissituaties of ernstig slachtofferschap. Deze personeelsleden vervullen deze bijstand op occasionele, deeltijdse basis naargelang de reële behoeften zonder afbreuk te doen aan de hun toegewezen functie in het korps.

Vanwege zijn specialisatie kan de dienst voor politionele slachtofferbejegening belast worden met het hercontacteren van het slachtoffer. De dienst politionele slachtofferbejegening kan inschatten welke de gevolgen zijn van het misdrijf voor het slachtoffer en kan het slachtoffer dan oriënteren naar de « dienst voor slachtofferhulp »;

- het onderhouden van contacten met hulpverlenende instanties.

Om de politiedienst te informeren, zal de dienst politionele slachtofferbejegening contacten leggen en een actieve samenwerking opbouwen met de hulpverlenende instanties dewelke vermeld worden in punt 6 van de beschreven procedure. De dienst verzamelt de noodzakelijke informatie en gegevens zoals adressen, telefoonnummers, contactpersonen en openingsuren. Het is nodig deze gegevens regelmatig te inventariseren en ze ter beschikking te stellen van het personeel.

- de deelname aan de overlegstructuren.

Een vertegenwoordiger van een dienst politionele slachtofferbejegening neemt deel aan het « welzijnsteam slachtofferzorg ». Dit team geeft advies en informatie aan de arrondissementele raad slachtofferbeleid met oog op het uitvoeren van zijn opdracht en het regelen van de taakverdeling en samenwerking tussen alle diensten en personen die een bijdrage leveren aan de slachtofferzorg in het werkingsgebied van het welzijnsteam.

De dienst politionele slachtofferbejegening kan eveneens de vertegenwoordigers van de politiekorpsen begeleiden bij de arrondissementele raad voor slachtofferbeleid (art. 11 en 12 van het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat en de Vlaamse Gemeenschap, art. 13 en 14 van het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest).

#### 6. Verwijzing naar erkende hulpverleningsdiensten

Aangezien slachtoffers zelden spontaan of onmiddellijk na de feiten zelf hulp zoeken, moeten zij in contact gebracht worden met de erkende hulpverleningsdiensten en dit onder de beste voorwaarden. Een algemeen kader van verwijzing van de slachtoffers wordt vastgesteld door de samenwerkingsakkoorden inzake slachtofferzorg.

##### 6.1. Systematische informatie

De politieambtenaar licht elk slachtoffer in over het bestaan van de « diensten voor slachtofferhulp », erkend door de Vlaamse Gemeenschap of het Waals Gewest. Hij licht het slachtoffer in over de opdrachten van deze diensten en deelt hem de gegevens (adres en telefoonnummer) ervan mee (zie de lijsten als bijlage 2 en 3). Hij kan daarbij gebruik maken van brochures van deze erkende diensten.

##### 6.2. Verwijsformulier

De politieambtenaar biedt systematisch aan de slachtoffers van bepaalde misdrijven een verwijsformulier naar een « dienst voor slachtofferhulp » erkend door de Vlaamse Gemeenschap of het Waals Gewest. Voor de Vlaamse Gemeenschap zijn dat de slachtoffers die de dader(s) zagen of waarbij in hun verblijfplaats werd ingebroken. Voor de Franse Gemeenschap betreft het de slachtoffers van gewelddaden of slachtoffers die geconfronteerd werden met de dader(s).



Le service d'aide aux victimes dans la Communauté germanophone a été organisé d'une manière différente et il n'existe pas de services ou de centres d'aide aux victimes comparables à ceux des deux autres Communautés. Cette situation ne change en rien l'obligation des services de police d'assister les victimes et de les renvoyer à des services spécialisés. La procédure est expliquée au point 6.3.

Le fonctionnaire de police peut également proposer aux autres victimes un formulaire de renvoi s'il estime que cela est nécessaire.

La procédure se déroule comme suit :

- Au moment du constat ou de la déposition, le fonctionnaire de police complète avec l'accord de la victime un formulaire de renvoi vers le « service d'aide aux victimes » en précisant qu'un collaborateur de ce service prendra ultérieurement contact avec elle. Pour la Communauté flamande, il s'agit du centre de l'arrondissement judiciaire;

- Il convient d'expliquer à la victime qu'il s'agit d'une offre de renvoi et qu'il n'y a aucun engagement ou obligation de sa part. Le modèle de formulaire proposé en annexe 1 n'a qu'une valeur indicative;

- Le formulaire de renvoi exprime le souhait de la victime d'être contactée par le « service d'aide aux victimes ». La victime marque son accord en apposant sa signature sur le formulaire de renvoi;

- En cas d'urgence et avec l'accord de la victime, le fonctionnaire de police prend également directement contact par téléphone avec le « service d'aide aux victimes »;

- Le fonctionnaire de police mentionne dans le procès-verbal cette offre de renvoi par formulaire mais n'indique pas la décision de la victime.

- Le formulaire complété est alors transmis le plus rapidement possible et au plus tard le deuxième jour ouvrable au « service d'aide aux victimes ».

### 6.3. Situation spécifique en Communauté germanophone

La Communauté germanophone prévoit un soutien psychologique gratuit, via le « Social-Psychologisches Zentrum (SPZ) », pour les victimes des faits suivants :

- les victimes et témoins de délits contre les personnes (homicide (in)volontaire, tentative d'homicide, coups et blessures,...);

- les victimes et témoins de faits à l'encontre des biens/de la propriété avec usage de violence (home-jacking, car-jacking, vol avec violence, chantage et extorsion avec violence,...);

- les victimes d'accidents graves ou de catastrophes;

- les proches de personnes décédées dans le cadre d'un fait punissable (crime, délit).

La procédure se déroule comme suit :

- Le policier propose à la victime la possibilité d'une prise en charge psychologique du SPZ.

- Selon le souhait de la victime, le policier prend contact avec le collaborateur du service d'assistance policière aux victimes (SAV) ou donne les coordonnées du collaborateur à la victime.

- Le collaborateur du SAV a un entretien avec la victime au cours duquel il évalue le degré d'urgence de l'intervention psychosociale.

- Lors de l'entretien avec la victime le collaborateur évalue le degré d'urgence de l'intervention psychosociale, complète le formulaire préétabli et le transmet au SPZ.

A l'annexe 5, vous trouverez la liste des services spécialisés dans la Communauté germanophone.

### 6.4. Victimisations spécifiques.

#### 6.4.1. Mineur victime de maltraitances.

Pour la Communauté française, le fonctionnaire de police oriente au besoin directement le mineur victime de mauvais traitements ou d'abus sexuels vers un « service d'aide à la jeunesse » ou une « équipe SOS Enfants » (voir les listes en annexe 4.2 et 4.3). Pour la Communauté flamande, et sans préjudice des 6.1 et 6.2, le fonctionnaire de police oriente directement le mineur victime de maltraitances intra-familiales ou de violence sexuelle intra-familiale vers un « verouwenscentrum kindermishandeling » (voir liste en annexe 4.1).

We merken op dat de slachtofferhulp in de Duitstalige Gemeenschap op een andere manier georganiseerd wordt en dat er geen diensten of centra voor slachtofferhulp zijn die te vergelijken zijn met deze die in de andere Gemeenschappen en het Waals Gewest bestaan. Deze situatie verandert niets aan de verplichting die de politiediensten hebben om slachtoffers bij te staan en hen te verwijzen naar de gespecialiseerde diensten. Als bijlage 5 vindt u een lijst van de gespecialiseerde diensten in de Duitstalige Gemeenschap. De procedure voor verwijzing wordt toegelicht in punt 6.3

De politieambtenaar kan ook aan de andere slachtoffers een verwijsformulier voorstellen, als hij dit nodig acht.

De procedure verloopt als volgt :

- Op het ogenblik van de vaststelling of van de verklaring, vult de politieambtenaar met de goedkeuring van het slachtoffer een formulier in voor verwijzing naar de dienst voor slachtofferhulp, waarbij gepreciseerd wordt dat een medewerker van deze dienst later met hem contact zal opnemen. Voor de Vlaamse Gemeenschap gaat het om het centrum binnen het gerechtelijk arrondissement.

- Er moet aan het slachtoffer worden uitgelegd dat het om een aanbod voor verwijzing gaat en dat geen enkele verbintenis of verplichting inhoudt. Het formuliermodel dat voorgesteld wordt als bijlage 1 heeft slechts een indicatieve waarde.

- Het verwijsformulier drukt de wens van het slachtoffer uit om gecontacteerd te worden door de « dienst voor slachtofferhulp ». Het slachtoffer verleent zijn goedkeuring door het verwijsformulier te ondertekenen.

- In geval van hoogdringendheid en indien het slachtoffer dit wenst, neemt de politieambtenaar eveneens rechtstreeks telefonisch contact op met de « dienst voor slachtofferhulp ».

- De politieambtenaar vermeldt dit aanbod van verwijzing per formulier in het proces-verbaal, maar vermeldt hierbij niet de beslissing van het slachtoffer.

- Het ingevulde formulier wordt dan zo spoedig mogelijk, en uiterlijk op de tweede werkdag, doorgestuurd naar de « dienst voor slachtofferhulp ».

### 6.3. Specifieke situatie voor de Duitstalige Gemeenschap

De slachtofferhulp in de Duitstalige Gemeenschap is op een andere manier georganiseerd en er zijn geen diensten of centra voor slachtofferhulp die te vergelijken zijn met deze in de twee andere Gemeenschappen. De Duitstalige Gemeenschap voorziet psychologische begeleiding, via het « Sozialpsychologisches Zentrum », aan slachtoffers van volgende feiten :

- slachtoffers en getuigen van misdrijven tegen personen ((on)vrijwillige doodslag, poging tot doodslag, verkrachting, aanranding op de eerbaarheid, gijzeling, slagen en verwondingen,...);

- slachtoffers en getuigen van feiten gepleegd tegen eigendommen met gebruik van geweld (homejacking, carjacking, diefstal met geweld, chantage en afpersing met geweld,...);

- slachtoffers van zware incidenten en rampen;

- de na(ast)bestaanden van personen overleden in een strafrechtelijk feit (wanbedrijf, misdaad)

De procedure verloopt als volgt :

- De politieambtenaar licht het slachtoffer in over de mogelijkheid van psychosociale begeleiding door het SPZ.

- Bij instemming neemt de politieambtenaar contact op met de medewerker van de dienst politieke slachtofferbejegening of geeft de coördinaten van de medewerker aan het slachtoffer.

- De medewerker van de dienst politieke slachtofferbejegening heeft een gesprek met het slachtoffer waarbij de hoogdringendheid van de begeleiding wordt nagegaan.

- De medewerker van de dienst politieke slachtofferbejegening vult het verwijsformulier in en maakt het over aan het SPZ.

Als bijlage 5 aan deze omzendbrief vindt u een lijst met de gespecialiseerde diensten van de Duitstalige Gemeenschap.

### 6. 4. Specifieke vormen van slachtofferschap.

#### 6.4.1. Minderjarige die slachtoffer is van mishandeling

Voor de Vlaamse Gemeenschap en zonder afbreuk te doen aan 6.1 en 6.2, verwijst de politieambtenaar de minderjarige die het slachtoffer is van mishandeling binnen het gezin of van seksueel misbruik binnen het gezin, rechtstreeks naar een « vertrouwenscentrum kindermishandeling » (zie lijst als bijlage 4.1). Voor de Franse Gemeenschap verwijst de politieambtenaar de minderjarige die het slachtoffer is van mishandeling of van seksueel misbruik, rechtstreeks door naar een « service d'aide à la jeunesse » of naar een « équipe SOS Enfants » (zie lijst als bijlage 4.2 en 4.3).

Cette offre d'orientation du mineur victime de maltraitances est mentionnée dans le procès-verbal dressé lors du constat ou de la déposition. La décision n'est pas mentionnée dans le procès-verbal.

#### 6.4.2. Personne nécessitant un accueil résidentiel.

Sans préjudice des 6.1 et 6.2, le fonctionnaire de police met, de préférence, directement la victime qui a besoin d'un accueil résidentiel immédiat en contact avec un centre d'accueil résidentiel.

Pour la Communauté française en particulier, les centres d'accueil pour l'orientation des femmes victimes d'actes de violences physiques ou sexuelles sont les « refuges pour femmes battues ».

Cette offre d'orientation vers un centre d'accueil résidentiel est mentionnée dans le procès-verbal dressé lors du constat ou de la déposition. La décision de la victime n'est pas mentionnée. Lors de cette offre d'orientation, il y a lieu d'être particulièrement attentif à préserver les intérêts de la victime. Dans certaines circonstances, le nom et les coordonnées du centre d'accueil devront rester secrètes. Ces mentions ne figurent des lors pas dans le procès-verbal.

#### 7. Conclusion

L'article 46 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police fixe également la mission d'assistance des services de police aux victimes et à leurs proches. Cette mission consiste en un accueil correct de la victime, une assistance pratique, une remise d'informations, une bonne rédaction du procès-verbal, une orientation de la victime vers les services spécialisés.

Tout moment de contact avec les victimes et leurs proches contribue à un meilleur service. Tous les membres du personnel doivent, pour ce faire, disposer des aptitudes professionnelles requises (connaissances nécessaires, aptitudes et attitude) qui ne sont toutefois pas de nature thérapeutique/spécialisée.

J'attire également l'attention sur l'impact que ces événements traumatiques peuvent avoir sur les membres du personnel ainsi que sur leur environnement direct. Des facilités d'accueil internes au sein de la police intégrée, organisées par différents systèmes d'assistance, constituent un facteur critique de succès en vue de l'accomplissement de cette tâche sociale.

Les services de police constituent une des charnières indispensables dans ce service social. Il est donc indispensable de mettre sur pied des liens de coopération entre les services judiciaires, les services de police et les services d'aide. La présente circulaire ainsi que les accords de coopération signés offrent le contexte dans lequel cette collaboration sur le terrain prend forme.

P. DEWAEL,

Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur

#### Notes

(1) Circulaire PLP27 du 4 novembre 2002 en matière d'intensification et de stimulation de la coopération interzonale, paragraphe 4.2.2.3, *Moniteur belge* du 4 décembre 2002.

(2) Loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, *Moniteur belge* du 9 septembre 2001.

(3) L'article 3bis du Titre préliminaire du Code d'instruction criminelle (inséré par la Loi Franchimont).

(4) Loi-cadre du 7/12/98 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux.

(5) Cette description est basée sur la définition de l'arrêté – cadre de l'Union Européenne du 15/3/2001 relative aux statuts de la victime dans la procédure pénale.

(6) Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne en matière d'assistance aux victimes.

Accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Communauté flamande en matière d'assistance aux victimes, 13 juillet 1999.

(7) Circulaire n° COL 4/2006 du Collège des Procureurs généraux près les Cours d'appel, 1<sup>er</sup> mars 2006.

(8) Directive du 16 septembre 1998 du Ministre de la justice concernant un dernier hommage à rendre au défunt en cas d'intervention des autorités judiciaires.

(9) Arrêté royal déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population, publication 12 octobre 2001.

(10) Circulaire ministérielle PLP 10 concernant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population.

(11) Circulaire ministérielle GPI 19 relative à la fonction, aux compétences et aux missions des assistants de police, *Moniteur belge* du 11 juin 2002.

Dit aanbod tot verwijzing van de minderjarige die het slachtoffer is van mishandeling, wordt vermeld in het proces-verbaal dat opgesteld wordt bij de vaststelling of de verklaring. De beslissing wordt niet vermeld in het proces-verbaal.

#### 6.4.2. Persoon die een residentiele opvang nodig heeft

Zonder afbreuk te doen aan 6.1 en 6.2, stelt de politieambtenaar het slachtoffer dat een onmiddellijk residentiele opvang nodig heeft bij voorkeur rechtstreeks in contact met een opvangcentrum.

Voor de Franse Gemeenschap in het bijzonder zijn de onthaalcentra voor de verwijzing van vrouwen die het slachtoffer zijn van fysiek of seksueel geweld, de refuges pour femmes battues.

Dit aanbod van verwijzing naar een residentieel onthaalcentrum wordt vermeld in het proces-verbaal dat opgesteld wordt bij de vaststelling of de verklaring. De beslissing van het slachtoffer wordt niet vermeld. In dit verwijzingsaanbod dient erop gelet te worden dat de belangen van het slachtoffer in acht genomen worden. In bepaalde omstandigheden zullen de naam en de gegevens van het onthaalcentrum geheim moeten blijven. Die gegevens worden dan niet vermeld in het proces-verbaal.

#### 7. Besluit

Het Artikel 46 van de Wet op het Politieambt schetst de krijtlijnen van de bijstand die de politie levert aan slachtoffers en hun nabestaanden. Deze taak bestaat uit de correcte opvang, een praktische bijstand, het verschaffen van informatie, het opstellen van een proces-verbaal en de verwijzing van het slachtoffer naar gespecialiseerde diensten

Elk contactmoment met slachtoffers en nabestaanden draagt bij tot een betere dienstverlening. Alle personeelsleden dienen daarom over de nodige beroepsbekwaamheden (noodzakelijke kennis, vaardigheden en attitude) te beschikken die evenwel niet van therapeutische/gespecialiseerde aard zijn.

Ik vestig ook de aandacht op de impact die traumatische gebeurtenissen kunnen hebben op de personeelsleden van de politie als hun directe omgeving. Interne opvangmogelijkheden binnen de geïntegreerde politie, georganiseerd door allerlei zorgsystemen, vormen een kritieke succesfactor om mee deze maatschappelijke taak vorm te geven.

De politie is één van de noodzakelijke schakels in deze maatschappelijke dienstverlening. Het is daarom onontbeerlijk om afstemming en samenwerkingsverbanden uit te bouwen tussen de gerechtelijke diensten, de politiekorpsen en de hulpverlening. Deze omzendbrief en de ondertekende samenwerkingsakkoorden bieden de kaders waarbinnen deze samenwerking op het terrein verder vorm krijgt.

P. DEWAEL,

Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken

#### Nota's

(1) Omzendbrief PLP27 van 4 november 2002 inzake de intensifiëring en bevordering van de interzonale samenwerking, paragraaf 4.2.2.3, *Belgisch Staatsblad* van 4 december 2002.

(2) Wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, *Belgisch Staatsblad* van 9 september 2001.

(3) Artikel 3bis voorafgaande titel van het wetboek van stafvoordering (ingevoegd door de wet Franchimont).

(4) Kaderwet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

(5) Deze omschrijving is gebaseerd op de definitie van het Kaderbesluit van de Europese Unie van 15 maart 2001 inzake de status van het slachtoffer in de strafprocedure.

(6) Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest inzake slachtofferzorg.

Samenwerkingsakkoord tussen de Staat en de Vlaamse Gemeenschap inzake slachtofferzorg, *Belgisch Staatsblad* van 13 juli 1999.

(7) Omzendbrief nr. COL 4/2006 van het College van Procureurs-generaal bij de Hoven van beroep, *Belgisch Staatsblad* van 1 maart 2006

(8) Richtlijn van 16 september 1998 van de Minister van Justitie inzake het waardig afscheid nemen van een overledene ingeval van interventie door de gerechtelijke overheden.

(9) Koninklijk besluit tot vaststelling van de organisatie- en werking-normen van de lokale politie teneinde een gelijkwaardige minimale dienstverlening aan de bevolking te verzekeren, *Belgisch Staatsblad* van 12 oktober 2001.

(10) Ministeriële omzendbrief PLP10 inzake de organisatie- en werking-normen van de lokale politie met het oog op het waarborgen van een minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking, *Belgisch Staatsblad* van 16 oktober 2001.

(11) Ministeriële omzendbrief GPI 19 betreffende de functie, bevoegdheden en opdrachten van politieassistenten, *Belgisch Staatsblad* van 11 juni 2002.